

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

DU 3 MAI 2001

SOMMAIRE

ORDRE DU JOUR

CONSEIL D'ADMINISTRATION

DIRECTION

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ETATS COMPTABLES AU 31 DECEMBRE 2000

- **BILAN**
- **COMPTE DE RESULTAT**

INFORMATIONS DIVERSES

- **EVOLUTION DU CAPITAL**
- **REPARTITION DU CAPITAL**
- **EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION BICICI**
- **EVOLUTION DES DIVIDENDES**

Assemblée Générale Ordinaire du 3 Mai 2001

ORDRE DU JOUR

- 1 - Lecture des Rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2000 ainsi que du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes.**
- 2 - Approbation du Bilan et des Comptes arrêtés au 31 Décembre 2000 et fixation de la répartition des bénéfices.**
- 3 - Quitus de la gestion des Administrateurs.**
- 4 - Nomination d'un Commissaire aux Comptes Suppléant.**
- 5 - Nomination des Administrateurs**
- 6 - Questions diverses.**

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Ange KOFFY

Président

M. Jacques Henri WAHL

Administrateur

M. Michel VAYSSIE

Administrateur

ETAT DE COTE D'IVOIRE

représenté par **MM. Koffi KOFFI Paul**
et **AMAN KADJO**

Administrateur

SOCIETE FINANCIERE POUR LES PAYS D'OUTRE-MER

Administrateur

BNP PARIBAS

représentée par **M. Francis HARTMANN**

Administrateur

**SOCIETE INTERNATIONALE FINANCIERE POUR LES
INVESTISSEMENTS ET LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE**
représentée par **M. Philippe SECHAUD**

Administrateur

COMMISSAIRES AUX COMPTES

PRICEWATERHOUSECOOPERS & ARTHUR ANDERSEN

DIRECTION

Président Directeur Général

M. Ange KOFFY

Directeur Général Adjoint

M. Michel LAFONT

Secrétaire Général

M. Patrick SOULAGES

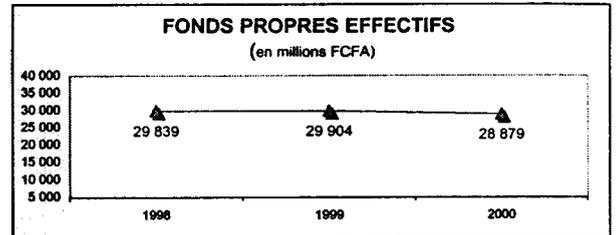
LES CHIFFRES CLES

CHIFFRES CLES

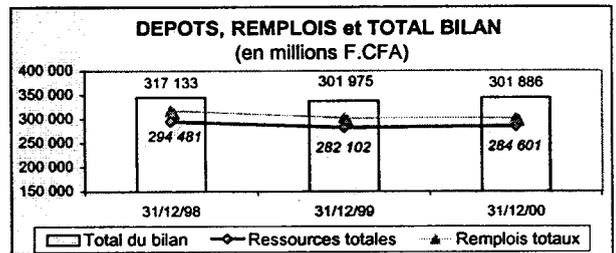
31/12/98 31/12/99 31/12/00

En millions de F.CFA

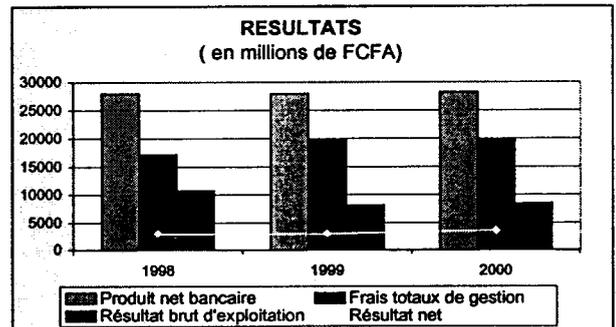
MOYENS	31/12/98	31/12/99	31/12/00
Fonds propres effectifs	29 839	29 904	28 879
Effectifs	800	768	752
Nombre de sièges	39	39	33



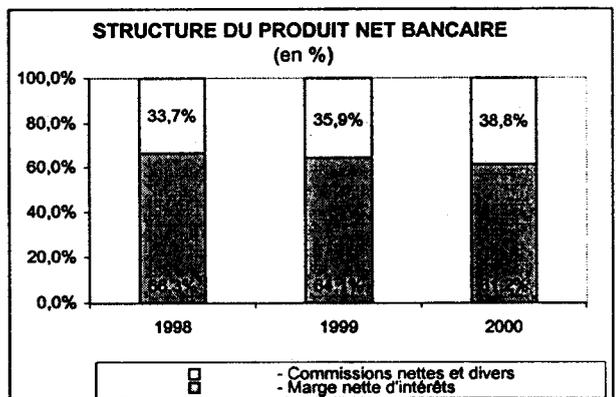
ACTIVITE	31/12/98	31/12/99	31/12/00
Total du bilan	345 200	337 243	343 801
Ressources totales	294 481	282 102	284 601
dt. Dépôts de la clientèle	232 891	232 676	222 443
Remplois totaux	317 133	301 975	301 886
- dt Crédits à la clientèle	236 056	222 836	228 866
Créances publiques titrisées	33 768	30 291	27 134



RESULTATS	31/12/98	31/12/99	31/12/00
Produit net bancaire	27 987	27 951	28 229
- Marge nette d'intérêts	18 563	17 922	17 285
- Commissions nettes et divers	9 425	10 029	10 944
Frais totaux de gestion	17 214	19 769	19 763
- Frais généraux d'exploitation	14 914	17 096	16 925
- Amortissements	2 300	2 673	2 838
Résultat brut d'exploitation	10 773	8 182	8 466
Résultat net	3 025	3 006	3 606



RATIOS	31/12/98	31/12/99	31/12/00
Ratio de solvabilité (Fp. /Risques)	9,3%	9,6%	11,2%
- Fonds propres effectifs	29 839	29 904	28 879
- Total risques pondérés	319 575	311 001	257 855
Coefficient de liquidité	63,4%	60,2%	55,0%
Structure du Produit Net Bancaire	100,0%	100,0%	100,0%
- Marge nette d'intérêts	66,3%	64,1%	61,2%
- Commissions nettes et divers	33,7%	35,9%	38,8%
Rentabilité			
- Coefficient d'exploitation	61,5%	70,7%	70,0%
- Rentabilité des capitaux propres	10,1%	10,1%	12,5%
- Résultat net par action	2 017	2 004	2 404



N.B : La baisse en 2000 des fonds propres effectifs et des risques pondérés résulte des modifications apportées par la Banque Centrale dans le mode de calcul ratios prudentiels.

RAPPORT

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
A L'ASSEMBLEE GENERALE**

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux prescriptions légales et statutaires, nous vous avons réuni en assemblée générale afin de vous rendre compte de l'activité de votre banque durant l'exercice écoulé et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes arrêtés au 31 décembre 2000.

Vous aurez également à vous prononcer sur le présent rapport et ceux des Commissaires aux comptes, ainsi que sur les propositions d'affectation, de répartition des résultats et la composition de votre conseil d'administration.

* * *

La reprise amorcée par l'économie internationale en 1999, s'est renforcée en l'an 2000 avec un taux de croissance de 4,9%, le plus élevé de ces deux dernières décennies.

Cette impulsion résulte de l'expansion enregistrée dans toutes les grandes régions du monde, principalement avec un taux de croissance de 6,3% dans les pays émergents, et de 3,8% au sein de l'OCDE tirée par l'économie américaine (+5,1%).

Cette dynamique s'est également ressentie dans les échanges commerciaux avec une progression de 12%, le double du rythme moyen de la décennie.

Dans ce contexte toutefois marqué par une forte remontée du prix du pétrole, les pressions inflationnistes ont été accentuées par l'enchérissement constant du dollar américain par rapport à l'Euro. La Banque Centrale Européenne a dû relever en conséquence de ¼ de point à 4,75%, son principal taux directeur.

Malheureusement, les économies africaines, encore confrontées à la chute constante des cours des matières premières et à la multiplication des conflits sociaux, ont enregistré le taux de croissance le plus faible (1,5%) dans le monde et de surcroît inférieur à la croissance démographique.

Pour les Etats de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la croissance économique, projetée à 5%, a été contrariée par les contre performances de l'économie ivoiriennes pour s'établir à 2,2% contre 3,2% en 1999.

* * *

A l'opposé de l'économie mondiale en regain de dynamisme, l'économie ivoirienne est entrée dans une ère de récession en l'an 2000 sous le régime d'exception militaire.

En effet, les tensions socio-politiques se sont exacerbées au long de l'année, affectant gravement l'activité économique nationale et conduisant à la suspension des relations avec la communauté financière internationale.

La crise a été de surcroît amplifiée par la défiance des opérateurs privés à l'égard de la Côte d'Ivoire, la hausse du cours du pétrole brut ainsi que par la dégradation continuelle des cours du Café et du Cacao.

** Aussi, l'objectif attendu d'une stagnation des activités économiques en l'an 2000, n'a pu se concrétiser, se soldant plutôt pour la première fois depuis la dévaluation du Franc CFA, par une baisse de 2% du Produit Intérieur Brut (PIB) contre une croissance moyenne positive de 6,5% entre 1995 et 1998.*

Pour la première fois également, la consommation s'est contractée de 8,6% et l'investissement de 17,9%.

Alors que le secteur primaire, tiré par l'agriculture d'exportation, affiche une progression de 10,7%, les activités du secondaire et du tertiaire accusent respectivement une contraction de 8,4% et 7,5%.

Les deux principales cultures d'exportation ont atteint un niveau de production record, avec 1,4 millions de tonnes pour le Cacao et 379.000 tonnes pour le Café, dans un contexte difficile de libéralisation et de réorganisation de la filière.

En effet, la société Nouvelle Caistab a été dissoute par anticipation conformément aux souhaits des Institutions financières internationales, malgré l'opposition des producteurs. La nouvelle orientation de la filière tend vers la création de deux structures - Autorité de régulation, Bourse du Café et du Cacao - animées par les producteurs et les organisations professionnelles de la filière, ainsi que la mise en œuvre d'un programme de vente anticipée à la moyenne (PVAM).

	PRODUCTIONS AGRICOLES					COURS MOYENS			
	(en milliers de tonne)					(en F.CFA / Kg)			
	1998	1999	2000	00/99	2001	1998	1999	2000	00/99
Café	311,0	135,1	378,6	180,2%	200,0	1 075,2	916,8	650,4	-29,1%
Cacao	1 089,9	983,3	1432,9	45,7%	1 080,0	988,5	698,8	645,4	-7,6%
Banane	225,6	316,3	241,1	-23,8%	299,0	590,8	524,7	507,5	-3,3%
Coton Graine	337,1	361,0	380,8	5,5%	350,0	852,3	721,0	927,5	28,6%
Caoutchouc	108,3	109,7	95,2	-13,2%	125,3	425,8	387,3	492,3	27,1%
Ananas	213,4	366,7	254,5	-30,6%	240,0	-	-	-	-

Source : - MEF - Direction de la Conjoncture et de la Prévision économique Données actualisées en Décembre 2000

- Banque Mondiale - Commodity Price Data

	PRODUCTIONS MINIERES				COURS MOYENS (en \$/unité)				
	1998	1999	2000	00/99	Unité	1998	1999	2000	00/99
	Pétrole (1)	521,4	485,9	353,2	-27,3%	\$/bl	13,07	18,07	28,30
Gaz (2)	1 776,0	2 095,7	2 221,7	6,0%	\$/mmbtu	2,42	2,13	3,90	83,1%
Or (3)	1 968,0	2 967,0	3 444,1	16,1%	\$/once	294,44	278,91	279,00	0,0%
Diamant (4)	246,8	331,0	186,3	-43,7%		-	-	-	-

Source : MEF - Direction de la Conjoncture et de la Prévision économique - Données actualisées en Décembre 2000

(1) Production en milliers de Tonne - Cours en dollar par baril

(2) Production en milliards de BTU (British Thermal Unit) - Cours en dollar p

(3) Production en Kg - Cours en dollar l'once

(4) Production en milliers de Carats

Les tendances dans le secteur secondaire se sont inversées à la suite des contre-performances enregistrées par l'industrie du textile (-26,4%), les activités du bâtiment et des travaux publics (-14,8%), l'industrie manufacturière (-9,9%), les produits pétroliers (-8,2%) et l'agro-alimentaire (-6,8%).

Les activités du tertiaire ont logiquement essuyé le contrecoup de la régression du secondaire pour afficher une baisse de 8% et une contribution négative de 3,1% à la formation du PIB.

Ces évolutions se sont traduites par une augmentation limitée à 5% des volumes exportés et une baisse de 15% des importations. Malgré l'accentuation de la dégradation des termes de l'échange (-18%), l'excédent commercial s'est amélioré de 12% à 1.154 milliards.

Sous l'effet conjugué de l'enchérissement du prix du pétrole et de la dépréciation de l'Euro face au Dollar, l'inflation s'est accrue à 3,6% pour un objectif communautaire annuel de 2%.

** Par ailleurs, les finances publiques se sont sérieusement dégradées, avec un volume de recettes totales de l'Etat de 1.243 milliards, en baisse de 94 milliards d'une année à l'autre et en retrait de 160 milliards par rapport à l'objectif initial.*

En conséquence et en l'absence d'appuis budgétaires extérieurs, les dépenses publiques ont dû être comprimées de 178 milliards, soit près de 12% de moins que l'année précédente, essentiellement sur le chapitre des investissements.

Les engagements dus au titre du service de la dette pour l'année 2000 se sont élevés à un montant total de 811,2 milliards. Sur cette masse, l'Etat de Côte d'Ivoire n'a pu honorer que la somme de 358,7 milliards, dont 88,1 milliards de dette intérieure et 270,6 milliards pour l'extérieure. En conséquence, la communauté financière internationale a dû suspendre ses décaissements et les arriérés ont culminé à 452,4 milliards.

** Le retour progressif à une vie constitutionnelle normale devrait conduire à une reprise de l'activité économique en l'an 2001.*

Les prévisions officielles tablent sur une sortie de la récession avec un taux de croissance de 1,0% du PIB. Toutefois, les perspectives restent encore incertaines au plan des activités sectorielles, en raison du gel des investissements privés dans l'attente de la normalisation des rapports avec la communauté financière internationale.

Par ailleurs, l'activité économique nationale pourrait être fondamentalement affectée par les prévisions à la baisse de la production du Cacao (-300.000 tonnes), ainsi que par le niveau encore élevé du prix international du baril de pétrole.

Face à une croissance démographique de 3,3%, la consommation des ménages devrait encore stagner et la reprise attendue de l'investissement devrait se limiter à 3,1%.

Le budget 2001 reflète ce contexte économique toujours difficile avec une enveloppe quasi étale à 1.803 milliards, dont 1.288 milliards de recettes courantes de l'Etat et 515 milliards d'appuis extérieurs.

Les prévisions de dépenses de fonctionnement s'établissent à 729 milliards, en contraction de 115,6 milliards. Pour sa part, le service de la dette représente 775 milliards, soit plus de 60% des recettes courantes de l'Etat. Enfin, le budget d'investissements se situe au niveau de l'année dernière avec 290 milliards.

* * *

L'environnement monétaire et financier a été marqué par un resserrement de la politique monétaire ainsi que par un affaïssissement de 20% du marché boursier.

Pour contenir la remontée de l'inflation et ajuster l'évolution des crédits à l'économie, la Banque Centrale a dû relever ses taux directeurs de $\frac{3}{4}$ de point dès la fin du premier semestre, à 6,5% pour l'Escompte et 6% pour la Pension. De même, le taux des réserves obligatoires a connu des hausses successives de 1,5% à 3% puis 5% au dernier trimestre.

Les taux de base bancaires de la place sont donc passés d'une moyenne antérieure de 9,76% à 10,25%.

Au final, la dégradation de la situation économique générale s'est reflétée dans la contraction de 2,0% de la masse monétaire à 1.646,4 milliards.

Les dépôts en banques, se situant à 1.026,4 milliards, connaissent une déperdition de 3,5%, soit 38 milliards. La position extérieure nette est demeurée débitrice de 6,2 milliards contre 27,9 milliards à la fin de l'année.

Dans le même temps, le niveau des crédits intérieurs s'est également comprimé de 5,1% à 1.700,5 milliards.

Pour la deuxième année consécutive, les difficultés financières de l'Etat ne lui ont pas permis d'honorer ses échéances contractuelles à l'égard des banques commerciales locales. La position nette du Gouvernement, à 548 milliards contre 675 milliards en 1999, reste impactée par un niveau d'engagements élevé.

Paradoxalement, les crédits à l'économie se sont accrus de 3,1% à 1.152,5 milliards, sous l'effet d'un gonflement spéculatif des concours ordinaires à court terme essentiellement lié à la réduction des délais fournisseurs traditionnels.

	SITUATION MONETAIRE INTEGREE (en milliards de F.CFA)			
	31/12/98	31/12/99	31/12/00	00/99
Masse monétaire	1 722,4	1 680,5	1 646,4	-2,0%
Circulation fiduciaire	666,9	616,5	619,9	0,6%
Dépôts en Banques et CCP	1 055,5	1 064,0	1 026,4	-3,5%
- à vue	533,9	550,6	504,8	-8,3%
- à régime spécial		240,1	231,4	-3,6%
- à terme et autres sommes dues	521,6	273,3	290,2	6,2%
Autres éléments nets	144,4	82,6	48,1	-41,8%
ACTIF = PASSIF	1 866,8	1 763,1	1 694,5	-3,9%
Avoirs extérieurs nets	40,0	-27,9	-6,2	-77,8%
Crédits intérieurs	1 826,8	1 791,1	1 700,5	-5,1%
Position nette du Gouvernement	607,4	673,6	548,0	-18,6%
Crédits à l'économie	1 219,4	1 117,5	1 152,5	3,1%
- Cts. de campagne	171,0	51,5	39,3	-23,7%
- Cts. ordinaires à court terme	638,5	684,2	758,5	10,9%
- Cts. ordin. à moy. & long terme	409,9	381,8	354,7	-7,1%

Source : Direction Nationale de la BCEAO pour la Côte d'Ivoire

* * *

Notre Etablissement a su résister dans l'ensemble à cette dépression économique avec une activité d'intermédiation financière en ligne avec l'évolution du marché et des résultats préservés.

** Le niveau de nos emplois s'est globalement maintenu à un encours moyen de 278,5 milliards (+0,7%), dont 250,6 milliards de prêts bruts au secteur concurrentiel soit 23,2% des crédits à l'économie.*

D'une part, les crédits ordinaires ont enregistré une progression de 4% à un encours moyen de 199,4 milliards.

En liaison avec l'érosion continue du prix d'achat du Cacao (-24,5%) et la réduction des interventions sur le principal opérateur ivoirien de la filière, l'encours de nos crédits de campagne classiques s'est encore réduit de moitié à 16,9 milliards. Notre Banque est cependant demeurée un acteur majeur dans le financement des campagnes avec 266.987 tonnes en Cacao et 14.493 tonnes en Café, contre respectivement 286.440 tonnes et 13.772 tonnes pour la campagne 1998-1999.

Cette décreue a été compensée par un développement des concours ordinaires, sous l'impact du resserrement des délais fournisseurs étrangers et d'un décalage de décaissements des crédits immobiliers autorisés en 1999.

D'autre part, au chapitre des autres créances, le non-paiement des annuités des titres PASFI 2 – UNIRIZ et de la dette restructurée de l'ECCI a conduit à une augmentation de 3,7% des encours improductifs à 43,5 milliards.

LIBELLE	ENCOURS MOYENS DES EMPLOIS			
	en millions de F.CFA			
	Ex.1998	Ex.1999	Ex.2000	00/99
Concours aux Particuliers	30 683	33 516	36 062	7,6%
- Crédits immobiliers	15 850	17 855	21 433	20,0%
- Crédits à court terme	14 833	15 661	14 629	-6,6%
Concours aux Entreprises	154 483	158 223	163 347	3,2%
- Crédits à moyen terme	32 469	43 353	44 439	2,5%
- Crédits à court terme	67 500	76 280	102 004	33,7%
- Crédits de campagne	54 514	38 590	16 904	-56,2%
1 - CREDITS ORDINAIRES	185 166	191 739	199 409	4,0%
Créances restructurées	60 349	43 052	35 645	-17,2%
- Créances publiques titrisées	35 288	31 670	27 954	-11,7%
- Autres crédits restructurés	25 061	11 382	7 691	-32,4%
Autres Créances	44 976	41 922	43 469	3,7%
2 - AUTRES CREANCES	105 325	84 974	79 114	-6,9%
3 - TOTAL DES EMPLOIS (1+2)	290 491	276 713	278 523	0,7%

* Le volume moyen des dépôts de la clientèle a été ramené à 223,1 milliards, soit 21,6% du total des liquidités du marché.

Dans un marché en baisse de 6% en moyenne, la déperdition de nos ressources clientèle a pu être contenue (-3,5%), grâce à la stratégie de fidélisation des particuliers par la Monétique et les avantages associés. Elle a permis notamment de stabiliser l'encours global de nos rubriques d'épargne privée à 57 milliards.

LIBELLE	ENCOURS MOYENS DES DEPOTS			
	en millions de F.CFA			
	Ex.1998	Ex.1999	Ex.2000	00/99
Dépôts des Particuliers	113 760	118 889	113 225	-4,8%
- Disponibles à vue	82 315	90 109	86 884	-3,6%
<i>dt comptes spécial d'épargne</i>	53 319	57 987	57 537	-0,8%
- A terme	31 445	28 780	26 341	-8,5%
Dépôts des Entreprises	120 522	112 402	109 900	-2,2%
- Disponibles à vue	91 466	86 527	87 100	0,7%
- A terme	26 129	22 980	19 929	-13,3%
- Indisponibles	2 927	2 895	2 871	-0,8%
TOTAL DES DEPOTS	234 282	231 291	223 125	-3,5%

Ces évolutions ont conduit à une dégradation de 3,5 points du taux couverture des emplois ramené à 80,1%. Le déficit courant de trésorerie s'est ainsi accru de 10 milliards en moyenne.

** Dans ces conditions, le produit net bancaire de l'exercice a enregistré une progression limitée de 1% à 28,2 milliards contre 27,9 milliards au 31/12/1999.*

La valeur ajoutée de l'activité sur capitaux accuse une diminution de 3,6% à 17,3 milliards. En effet, l'accroissement des crédits ordinaires à court terme aux entreprises s'est accompagné d'une constante érosion des marges d'intermédiation. De surcroît, les produits ont été amputés des intérêts d'usage non réglés au titre des engagements directs et indirects sur l'Etat, pour un montant de 1,6 milliards.

Ce manque à gagner a été compensé par une augmentation de 9,3% de nos commissions de services, portées à 11,6 milliards.

** Pour leur part, les frais de gestion sont demeurés globalement égaux à 19,8 milliards, malgré des charges exceptionnelles non récurrentes.*

Les charges de personnel ont augmenté de 3,6%, soit un montant 355 millions de plus que l'exercice dernier, imputable :

- au coût des aides aux départs négociés,
- au doublement intervenu au 1^{er} janvier 2000 de la cotisation de prévoyance sociale,
- à un abondement en faveur du personnel pour une participation au capital de BNP PARIBAS.

Par contre, les autres frais généraux ont pu être réduits de 7,3% malgré le contexte inflationniste, soit une économie de 527 millions réalisée principalement sur le chapitre des dépenses exceptionnelles de l'exercice 1999, de l'assistance technique ainsi que des fournitures et prestations extérieures.

En rapport avec les investissements engagés pour la modernisation de la Banque dans le domaine de l'informatique et de la monétique, le niveau des amortissements s'est élevé de 6,2% à 2,8 milliards.

** Enfin, les dotations aux provisions pour créances douteuses et litigieuses, bien qu'en*

X

Au final, le bilan soumis à votre approbation, que commenteront les commissaires aux comptes, s'équilibre à 343.801.433.438 F.CFA.

Après les dotations aux comptes de provisions pour dépréciation des créances douteuses à concurrence de 4.079.463.348 F.CFA et d'amortissements pour 2.837.650.587 FCFA, le résultat ressort bénéficiaire d'un montant de 3.605.777.708 F.CFA, auquel il faut ajouter le report à nouveau de l'exercice précédent de 11.049.188 F.CFA, soit une masse à répartir de 3.616.826.896 F.CFA.

Votre Conseil vous en propose les affectations suivantes :

- Réserves légales et obligatoires	540.866.656 F.CFA
- Réserves extraordinaires	Néant
- Dividendes	3.000.000.000 F.CFA
- Report à nouveau	75.960.240 F.CFA

Si vous les approuvez, il sera distribué un dividende net d'impôt de 1.800 F.CFA par action, soit 18 % du nominal.

RAPPORT

DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Aux Actionnaires de la Banque Internationale
pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire
(BICICI)
Abidjan

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES
ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LE
COMMERCE ET L'INDUSTRIE DE LA COTE D'IVOIRE
(BICICI)**

(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2000)

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de la loi n° 95-495 du 26 juin 1995 portant modification de l'article 40 de la loi bancaire du 25 juillet 1990, nous vous présentons notre rapport sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Banque pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire (BICICI), tels qu'ils sont présentés aux pages 4 et 5 ci-après faisant ressortir un total de bilan de MF.CFA 343 801 et un bénéfice net de MF.CFA 3 606 ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi,
- le respect de la réglementation bancaire,
- le fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne,

relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2000.

Les comptes annuels ont été arrêtés sous la responsabilité du Conseil d'Administration de votre Banque. Notre responsabilité est, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner sur la base de sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les états financiers. Il consiste également à évaluer les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes annuels et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que l'audit auquel nous avons procédé fournit une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels ci-joints sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2000 ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la BICICI pour l'exercice clos à cette date, conformément aux prescriptions de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en matière de présentation de rapport annuel et au Nouveau Plan Comptable Bancaire.

2. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé, conformément aux normes généralement admises, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Par ailleurs, conformément à l'article 35 de la loi bancaire N° 90-589 du 25 juillet 1990, nous vous informons que le montant des prêts accordés aux personnes qui participent à la Direction de la BICICI s'est élevé à F.CFA 352 millions au 31 décembre 2000.

3. Respect de la réglementation bancaire

Nous avons procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications relatives au respect de la réglementation bancaire.

Nous devons porter à votre attention l'information suivante sur le respect des ratios prudentiels :

- le coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par des ressources stables est de 34%, inférieur au minimum réglementaire de 75%,
- le coefficient de liquidité est de 55%, inférieur au minimum réglementaire de 75%.

Nous n'avons pas d'autres observations significatives à formuler.

4. Fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne

Le système de contrôle interne connaîtra une modification majeure en 2001 qui devrait permettre d'améliorer le processus de génération automatique des états financiers et de dynamiser la piste d'audit. Il s'agit de la migration du système informatique sur une nouvelle version du logiciel bancaire intégré.

Abidjan, le 10 avril 2001

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers

Auditeurs Associés en Afrique

Flan Oulaï
Expert Comptable diplômé

Jean-Luc Ruelle
Expert Comptable diplômé

RAPPORT SPECIAL
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Aux Actionnaires de la Banque Internationale pour
l'Industrie et le Commerce de la Côte d'Ivoire
(BICICI)

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES
CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES 438 ET SUIVANTS DE L'ACTE
UNIFORME RELATIF AU DROIT DES SOCIETES COMMERCIALES ET DU GIE
DU TRAITE DE L'OHADA**

(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2000)

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 440 relatif au droit des sociétés commerciales et GIE de l'Acte uniforme du Traité OHADA, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport spécial afférent aux opérations visées aux articles 438 et suivants dudit Traité, qui stipule que toute convention entre une société anonyme et l'un de ses administrateurs, directeurs généraux ou directeurs généraux adjoints doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration.

Il en est de même des conventions auxquelles un administrateur ou un directeur général ou un directeur général adjoint est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec la société par personne interposée.

Sont également soumises à autorisation préalable du conseil d'administration, les conventions intervenues entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un des administrateurs ou directeur général ou directeur général adjoint de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur général, administrateur général adjoint, directeur général ou directeur général adjoint de la personne morale contractante.

Cette réglementation n'est pas applicable aux opérations bancaires courantes.

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE

Nous n'avons pas été informés de convention conclue sur l'exercice clos le 31 décembre 2000.

**CONVENTIONS CONCLUES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS ET
DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE**

- **Convention d'assistance technique avec la BNP/SFOM**

* **Nature et objet**

Assistance technique en faveur de la BICICI, à sa demande, suivant protocole d'accord du 7 octobre 1971 conclu entre la République de Côte d'Ivoire, la SFOM et la BNP.

* **Modalités**

Aux termes de cette convention, les dépenses d'assistance technique engagées sont remboursées par la BICICI. Les montants comptabilisés en charge par la BICICI au titre de cette assistance pour l'exercice 2000, s'élève à F.CFA 594,5 millions ;

- **Convention de remboursement de frais relatifs aux administrateurs communs à la BICICI et ses filiales BICI-BAIL, COFINCI et BICI-BOURSE**

* **Nature et objet**

Remboursement de frais et débours engagés par la BICI-BAIL, COFINCI et BICI-BOURSE.

* **Modalités**

Suivant cette convention, les filiales précitées remboursent à la BICICI leur quote-part de frais de tenue de conseil d'administration et d'assemblée générale d'actionnaires.

Ainsi, conformément à la loi et aux statuts de la société, il vous app
prendre acte du présent rapport spécial.

Abidjan, le 10 avril 2001

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers

Auditeurs Associés e

Flan Oulaï
Expert comptable diplômé

Jean-Luc Ruelle
Expert comptable dip

ETATS COMPTABLES

BILAN AU 31 DECEMBRE 2000

ACTIF	Montants Nets		PASSIF	Montants Nets	
	Exercice N-1	Exercice N		Exercice N-1	Exercice N
Caisse	11 849 812 829	5 999 858 902			
Créances Interbancaires	38 769 516 469	35 715 050 362	Dettes Interbancaires	48 116 559 915	61 284 426 956
- A vue	11 860 338 604	8 889 719 667	- A vue	17 720 020 598	28 314 747 280
. Banques Centrales	2 349 172 520	7 296 782 588	. Trésor Public, CCP		
. Trésor Public, CCP	35 619 400	16 439 217	. Autres Établissements de Crédit	17 720 020 598	28 314 747 280
. Autres Établissements de Crédit	9 475 546 684	1 576 497 862			
- A terme	26 909 177 865	26 825 330 695	- A terme	30 396 539 317	32 969 679 676
Créances sur la Clientèle	222 836 186 074	228 866 004 835	Dettes à l'égard de la Clientèle	232 675 801 904	222 442 579 304
- Portefeuille d'Effets Commerciaux	7 458 647 082	10 954 279 668	- Comptes d'Épargne à vue	54 389 457 083	52 603 134 563
. Crédits de Campagne	2 824 976 109	1 988 413 861	- Comptes d'Épargne à terme	5 569 525 097	5 529 675 064
. Crédits Ordinaires	4 633 670 973	8 965 865 807	- Bons de Caisse	4 292 747 927	1 034 736 103
- Autres Concours à la Clientèle	136 639 294 773	133 866 402 609	- Autres dettes à vue	122 562 599 589	123 622 343 766
. Crédits de Campagne	12 391 538 634	4 987 283 333	- Autres dettes à terme	45 861 472 208	39 652 689 808
. Crédits Ordinaires	124 247 756 139	128 879 119 276			
- Comptes ordinaires Débiteurs	78 738 244 219	84 045 322 558	Dettes représentées par un Titre	1 309 150 000	873 360 000
- Affacturage			Autres Passifs	14 829 171 916	17 118 570 430
Titres de Placement	6 924 156 100	6 924 156 100	Comptes d'Ordre et Divers	2 986 727 671	2 691 213 604
Immobilisations Financières	33 445 183 958	30 381 005 994	Provisions pour Risques et Charges	3 686 297 909	4 386 297 909
Crédit-bail et opérations assimilées	0	0	Provisions Réglementées	0	0
Immobilisations Incorporelles	1 354 068 106	1 158 147 674	Subvention d'Investissement	0	0
Immobilisations Corporelles	9 266 608 068	10 045 452 902	Fonds affectés	0	0
Actionnaires ou Associés			Fonds pour Risques Bancaires	0	0
Autres Actifs	5 460 612 071	9 008 594 427	Capital ou Dotations	15 000 000 000	15 000 000 000
Comptes d'Ordre et Divers	7 336 990 741	15 703 162 242	Primes liées au capital	0	0
			Réserves	15 627 475 525	16 388 158 339
			Écarts de Réévaluation	0	0
			Report à nouveau (+/-)	5 946 992	11 049 188
			Résultat de l'exercice (+/-)	3 006 002 584	3 605 777 708
TOTAL ACTIF	337 243 134 416	343 801 433 438	TOTAL PASSIF	337 243 134 416	343 801 433 438

HORS BILAN AU 31 DECEMBRE 2000

ENGAGEMENTS DONNES	Montants		ENGAGEMENTS REÇUS	Montants	
Engagements de Financement			Engagements de Financement		
* En faveur d'Établissements de Crédit	0	0	* Reçus d'Établissements de Crédit	0	0
* En faveur de la Clientèle	3 010 568 659	2 659 537 127			
Engagements de Garantie			Engagements de Garantie		
* D'ordre d'Établissements de Crédit	781 874 182	398 653 211	* Reçus d'Établissements de Crédit	26 625 184 000	41 775 000 000
* D'ordre de la Clientèle	78 024 010 635	65 747 568 771	* Reçus de la Clientèle	0	0
Engagements sur Titres	0	0	Engagements sur Titres	0	0

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2000

CHARGES	Montants Nets		PRODUITS	Montants Nets	
	Exercice N-1	Exercice N		Exercice N-1	Exercice N
Intérêts et Charges Assimilées	6 044 490 110	5 373 741 447	Intérêts et Produits Assimilées	24 686 484 583	23 354 183 984
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes interbancaires	1 068 474 485	926 308 423	- Intérêts et Produits Assimilées sur Créances interbancaires	1 584 703 893	1 668 144 710
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes à l'égard de la clientèle	4 809 612 126	4 385 534 243	- Intérêts et Produits Assimilées sur Créances sur la clientèle	21 851 635 965	20 980 825 706
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes représentées par un Titre	166 403 499	61 898 781	- Intérêts et Produits Assimilées sur Titres d'Investissement	1 250 048 646	704 566 746
- Autres Intérêts et Charges Assimilées			- Autres Intérêts et Produits Assimilées	96 079	646 822
Charges sur Crédit-bail et Opérations Assimilées	0	0	Produits sur Crédit-bail et Opérations Assimilées	0	
Commissions	208 943 790	183 702 856	Commissions	7 658 743 368	8 494 814 968
Charges sur Opérations Financières	34 405 560	13 897 899	Produits sur Opérations Financières	1 823 975 956	1 812 401 092
- Charges sur Titres de Placement			- Produits sur Titres de Placement	3 771 444	
- Charges sur Opérations de Change	34 405 560	13 897 899	- Dividendes et Produits Assimilés	290 208 096	282 776 984
- Charges sur Opérations de Hors Bilan			- Produits sur Opérations de Change	509 616 507	367 360 737
			- Produits sur Opérations de Hors Bilan	1 020 379 909	1 162 263 371
Charges Diverses d'Exploitation Bancaire	49 336 516	37 175 152	Produits Divers d'Exploitation Bancaire	838 624 104	1 034 446 067
Achats de Marchandises	0				
Stocks Vendus	0	0			
Variations de Stocks de Marchandises	0	0	Marges Commerciales	0	
Frais Généraux d'Exploitation	16 690 218 706	16 890 105 934	Ventes de Marchandises	0	
- Frais de Personnel	9 178 440 970	9 533 247 164	Variations de Stocks de Marchandises	0	
- Autres Frais Généraux	7 511 777 736	7 356 858 770	Produits Généraux d'Exploitation	127 279 977	137 483 832
			Reprises d'Amortissements et de Provisions sur Immobilisations	0	
Dotations aux Amortissements et aux Provisions sur Immobilisations	2 672 911 528	2 837 650 587	Solde en Bénéfice des Corrections de Valeur sur Créances et du Hors Bilan	0	
Solde en Perte des Corrections de Valeur sur Créances et du Hors Bilan	4 379 068 711	4 079 463 348	Excédent des Reprises sur les Dotations du Fonds pour Risques Bancaires Générales	0	
Excédent des Dotations sur les Reprises du Fonds pour Risques Bancaires Générales	0		Produits Exceptionnels	323 884 572	159 263 463
Charges Exceptionnelles	1 263 150 059	254 823 056	Profits sur Exercices Antérieurs	45 047 099	396 457 285
Pertes sur Exercices Antérieurs	276 809 445	533 954 404			
Impôt sur le Bénéfice	878 702 650	1 578 758 300			
Bénéfice de l'Exercice	3 006 002 584	3 605 777 708			
TOTAL	35 504 039 659	35 389 050 691	TOTAL	35 504 039 659	35 389 050 691

PROJET D'AFFECTATION DES RESULTATS

- Bénéfice de l'exercice	3 605 777 708
- Report à nouveau antérieur.....	11 049 188

Soit une masse à répartir de..... 3 616 826 896

PROJET DE REPARTITION

- Réserves légales et obligatoires.....	540 866 656
- Réserves extraordinaires légales et obligatoires.....	
- Dividendes.....	3 000 000 000
- Report à nouveau.....	75 960 240

INFORMATIONS DIVERSES

EVOLUTION DU CAPITAL

ANNEE	NATURE DE L'OPERATION	MONTANT DES VARIATIONS DE CAPITAL		MONTANT DU CAPITAL
		Apports en numéraire	Incorporation de réserves (distributions gratuites)	
1962	Création de la BICICI	200 000 000		200.000.000
1966	Création de 10.000 actions nouvelles, une nouvelle action pour deux actions anciennes, émission au pair	100 000 000		300 000 000
1969	Création de 5.000 actions nouvelles, une nouvelle action pour six actions anciennes, distribution gratuite. 15.000 actions, une action nouvelle pour deux anciennes, émission au pair.	150 000 000	50 000 000	500 000 000
1971	Création de 25.000 actions nouvelles, une nouvelle action pour deux actions anciennes, émission au pair.	250 000 000		750 000 000
1973	Création de 10.000 actions nouvelles, deux actions nouvelles pour quinze actions anciennes, distribution gratuite. 35.000 actions, sept actions nouvelles pour quinze anciennes, émission au pair	350 000 000	100 000 000	1 200 000 000
1975	Création de 30.000 actions nouvelles, une nouvelle action pour quatre actions anciennes, émission au pair	300 000 000		1 500 000 000
1977	Création de 50.000 actions nouvelles, une nouvelle action pour trois actions anciennes, émission au pair		500 000 000	2 000 000 000
1978	Création de 100.000 actions nouvelles, une nouvelle action pour deux actions anciennes, émission au pair	1 000 000 000		3 000 000 000
1981	Création de 100.000 actions nouvelles, une nouvelle action pour trois actions anciennes, émission au pair		1 000 000 000	4 000 000 000
1986	Création de 100.000 actions nouvelles, une nouvelle action pour quatre actions anciennes, émission au pair		1 000 000 000	5 000 000 000
1988	Création de 250.000 actions nouvelles, une nouvelle action pour deux actions anciennes, émission au pair		2 500 000 000	7 500 000 000
1995	Création de 250.000 actions nouvelles, une nouvelle action pour trois actions anciennes, émission au pair		2 500 000 000	10 000 000 000
1997	Création de 500.000 actions nouvelles, une nouvelle action pour deux actions anciennes, émission au pair		5.000.000.000	15.000.000.000
	TOTAL	2 350 000 000	12.650.000.000	15.000.000.000

Valeur nominale de l'action : FCFA 10.000

REPARTITION DU CAPITAL

DATE	PARTICIPATION IVOIRIENNE			PARTICIPATION ETRANGERE				TOTAL GENERAL
	ETAT	PRIVES	TOTAL	SFOM	BNP PARIBAS	SIFIDA	TOTAL	
ORIGINE : Mars 1962								
Nombre d'actions	2 000	-	2 000	10 980	7 020	-	18 000	20 000
Montant en millions FCFA	20	-	20	110	70	-	180	200
%	10,00%	0,00%	10,00%	54,90%	35,10%	0,00%	90,00%	100,00%
OCTOBRE 1966								
Nombre d'actions	3 000	-	3 000	16 470	10 530	-	27 000	30 000
Montant en millions FCFA	30	-	30	165	105	-	270	300
%	10,00%	0,00%	10,00%	54,90%	35,10%	0,00%	90,00%	100,00%
OCTOBRE 1969								
Nombre d'actions	5 025	-	5 025	25 490	19 485	-	44 975	50 000
Montant en millions FCFA	50	-	50	255	195	-	450	500
%	10,05%	0,00%	10,05%	50,98%	38,97%	0,00%	89,95%	100,00%
24 JUILLET 1971								
Nombre d'actions	38 240	-	38 240	20 990	15 770	-	36 760	75 000
Montant en millions FCFA	382	-	382	210	158	-	368	750
%	50,99%	0,00%	50,99%	27,99%	21,03%	0,00%	49,01%	100,00%
FEVRIER 1973								
Nombre d'actions	61 184	-	61 184	33 584	25 232	-	58 816	120 000
Montant en millions FCFA	612	-	612	336	252	-	588	1 200
%	50,99%	0,00%	50,99%	27,99%	21,03%	0,00%	49,01%	100,00%
SEPTEMBRE 1975								
Nombre d'actions	61 500	15 000	76 500	42 000	31 500	-	73 500	150 000
Montant en millions FCFA	615	150	765	420	315	-	735	1 500
%	41,00%	10,00%	51,00%	28,00%	21,00%	0,00%	49,00%	100,00%
NOVEMBRE 1976								
Nombre d'actions	39 000	37 500	76 500	42 000	31 500	-	73 500	150 000
Montant en millions FCFA	390	375	765	420	315	-	735	1 500
%	26,00%	25,00%	51,00%	28,00%	21,00%	0,00%	49,00%	100,00%
MAI 1977								
Nombre d'actions	52 000	50 000	102 000	56 000	42 000	-	98 000	200 000
Montant en millions FCFA	520	500	1 020	560	420	-	980	2 000
%	26,00%	25,00%	51,00%	28,00%	21,00%	0,00%	49,00%	100,00%
JUILLET 1978								
Nombre d'actions	76 857	76 143	153 000	84 000	63 000	-	147 000	300 000
Montant en millions FCFA	769	761	1 530	840	630	-	1 470	3 000
%	25,62%	25,38%	51,00%	28,00%	21,00%	0,00%	49,00%	100,00%
AVRIL 1981								
Nombre d'actions	94 182	109 818	204 000	112 000	84 000	-	196 000	400 000
Montant en millions F CFA	942	1 098	2 040	1 120	840	-	1 960	4 000
%	23,55%	27,45%	51,00%	28,00%	21,00%	0,00%	49,00%	100,00%
AVRIL 1986								
Nombre d'actions	117 721	137 279	255 000	140 000	105 000	-	245 000	500 000
Montant en millions FCFA	1 177	1 373	2 550	1 400	1 050	-	2 450	5 000
%	23,54%	27,46%	51,00%	28,00%	21,00%	0,00%	49,00%	100,00%
JUILLET 1988								
Nombre d'actions	176 550	205 950	382 500	210 000	157 500	-	367 500	750 000
Montant en millions FCFA	1 766	2 060	3 825	2 100	1 575	-	3 675	7 500
%	23,54%	27,46%	51,00%	28,00%	21,00%	0,00%	49,00%	100,00%
JANVIER 1995								
Nombre d'actions	150 000	205 950	355 950	210 000	157 500	26 550	394 050	750 000
Montant en millions F CFA	1 500	2 060	3 560	2 100	1 575	266	3 941	7 500
%	20,00%	27,46%	47,46%	28,00%	21,00%	3,54%	52,54%	100,00%
AVRIL 1995								
Nombre d'actions	200 000	274 600	474 600	280 000	210 000	35 400	525 400	1 000 000
Montant en Millions FCFA	2 000	2 746	4 746	2 800	2 100	354	5 254	10 000
%	20,00%	27,46%	47,46%	28,00%	21,00%	3,54%	52,54%	100,00%
AVRIL 1997								
Nombre d'actions	300 000	411 900	711 900	420 000	315 000	53 100	788 100	1 500 000
Montant en millions FCFA	3 000	4 119	7 119	4 200	3 150	531	7 881	15 000
%	20,00%	27,46%	47,46%	28,00%	21,00%	3,54%	52,54%	100,00%
MARS 2000								
Nombre d'actions	300 000	361 127	661 127	420 000	365 773	53 100	838 873	1 500 000
Montant en millions FCFA	3 000	3 611	6 611	4 200	3 658	531	8 389	15 000
%	20,00%	24,08%	44,08%	28,00%	24,38%	3,54%	55,92%	100,00%
MARS 2001								
Nombre d'actions	300 000	335 864	635 864	420 000	391 036	53 100	864 136	1 500 000
Montant en millions FCFA	3 000	3 359	6 359	4 200	3 910	531	8 641	15 000
%	20,00%	22,39%	42,39%	28,00%	26,07%	3,54%	57,61%	100,00%

EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION BICICI (*)
EXERCICE 2000

MOIS	A N N E E	COURS PLUS BAS	COURS PLUS HAUT
Janvier	2000	20.000	24.700
Février	2000	20.000	20.000
Mars	2000	20.000	20.000
Avril	2000	20.000	20.000
Mai	2000	18.650	20.000
Juin	2000	20.000	20.000
Juillet	2000	20.000	20.000
Août	2000	20.000	20.000
Septembre	2000	18.000	20.000
Octobre	2000	18.000	18.000
Novembre	2000	17.600	18.000
Décembre	2000	17.000	17.600

EVOLUTION DES DIVIDENDES DISTRIBUES DEPUIS 1971

<i>DATE DE PAIEMENT</i>	<i>EXERCICE</i>	<i>MONTANT BRUT</i>	<i>% NOMINAL</i>	<i>AUGMENTATION CONCOMITANTE DU CAPITAL SOCIAL</i>
28.02.1972	70/71	1 000	10 %	2 actions gratuites pour 15 anciennes
10.12.1973	71/72	1 000	10 %	
01.01.1974	72/73	1 000	10 %	
21.02.1975	73/74	1 000	10 %	1 action gratuite pour 3 anciennes
04.03.1976	74/75	1 000	10 %	
01.04.1977	75/76	1 000	11%	
01.04.1978	76/77	1 400	14 %	Augmentation en numéraire 1 pour 2 (1) (2)
01.04.1979	77/78	1 400	14 %	
	77/78	350	14 %	
01.04.1980	78/79	1 500	15 %	1 action gratuite pour 3 anciennes (1) (2)
01.04.1981	79/80	1 500	15 %	
01.04.1982	80/81	1 500	15 %	
	80/81	750	15 %	
01.04.1983	81/82	600	6 %	(1) (2)
01.04.1987	85/86	700	7 %	
	85/86	350	7 %	
01.04.1988	86/87	700	7 %	1 action gratuite pour 2 anciennes
01.04.1989	87/88	700	7 %	
01.04.1990	88/89	700	7 %	
01.04.1992	90/91	1 070	10,7 %	1 action gratuite pour 3 anciennes
01.04.1993	91/92	1 000	10 %	
23.03.1994	92/93	1 200	12 %	
17.03.1995	93/94	1 500	15 %	1 action gratuite pour 2 anciennes
05.04.1996	94/95	3 000	30 %	
23.04.1997	1996	4.000	40 %	
23.04.1998	1997	2.600	26,67 %	
14.05.1999	1998	1.500	15 %	
30.05.2000	1999	1.500	15 %	
Prévision	2000	2000	20 %	(3)

N.B : (1) Dividende payé au titre des actions anciennes
(2) Dividende payé au titre des actions nouvelles
(3) Dividende à payer après approbation de l'Assemblée Générale

RESOLUTIONS

RESOLUTIONS

Première résolution

Approbation du rapport du Conseil d'Administration.

Approbation du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice 2000 ainsi que de leur rapport spécial.

Deuxième résolution

Approbation du Bilan et des Comptes de l'exercice social arrêtés au 31 Décembre 2000 ainsi que de la répartition des bénéfices.

Troisième résolution

Quitus de la gestion des Administrateurs dont les mandats expirent ce jour.

Quatrième résolution

Nomination d'un Commissaire aux Comptes Suppléant.

Cinquième résolution

Nomination des Administrateurs.